



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1997/796  
14 octobre 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ARABE

---

LETTRE DATÉE DU 14 OCTOBRE 1997, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRÈS DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après la réponse à la lettre, datée du 30 septembre 1997 (S/1997/760), que le Représentant permanent du Royaume-Uni vous a adressée au sujet des articles parus dans la presse britannique, selon lesquels des soldats britanniques auraient tué des prisonniers de guerre irakiens en 1991 :

1. Dans la lettre susmentionnée, le Gouvernement britannique affirme que le Royaume-Uni a rigoureusement appliqué la troisième Convention de Genève de 1949 pendant la guerre du Golfe, sans attendre les résultats de sa propre enquête concernant les allégations selon lesquelles des soldats britanniques auraient tué des prisonniers de guerre irakiens. Ces propos témoignent du manque d'objectivité et de la légèreté avec lesquels le Gouvernement britannique traite cette grave violation du droit international humanitaire commise par des soldats britanniques à l'encontre de prisonniers de guerre irakiens.

2. Dans sa lettre, le Royaume-Uni accuse l'Iraq d'avoir fait subir de mauvais traitements aux prisonniers de guerre britanniques au cours de la même période. Il s'agit là d'une grossière tentative du Gouvernement britannique visant à occulter les graves violations de la troisième Convention de Genève de 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre commises par ses soldats. Par ailleurs, les faits confirment que seule la République d'Iraq a appliqué le droit international humanitaire et la troisième Convention de Genève de 1949 en libérant tous les prisonniers de guerre dès la fin des hostilités, et ce sous le contrôle du Comité international de la Croix-Rouge.

3. Nous demandons de nouveau au Gouvernement britannique, qui, en vertu du droit international, porte l'entière responsabilité dans cette affaire, d'élucider les circonstances de ce crime et de prendre les mesures légales voulues à l'encontre de ses auteurs.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

-----